



DECLARATION LIMINAIRE DU SNUipp FSU 65

CAPD DU MARDI 4 OCTOBRE 2016

Monsieur l'Inspecteur d'Académie, Mesdames et Messieurs les membres de la CAPD.

Nous pourrions reprendre quasiment à l'identique la Déclaration Liminaire que nous avons faite l'an dernier à la même époque. « Voilà un peu plus d'un mois qu'élèves et enseignants ont repris le chemin de l'école.

Si cette rentrée s'est faite avec un enseignant devant chaque classe, qu'en est-il réellement sur le terrain ? »

Nous disions alors, que la mise en place de nouveaux programmes maternelle ne bénéficiait pas d'une offre de formation continue à la hauteur des besoins, et nous redoutions qu'il en soit de même pour la mise en place des nouveaux programmes de l'école élémentaire. Nous sommes aujourd'hui confrontés, et l'ensemble de la profession avec nous, à une situation encore pire que celle que nous envisagions :

- Le Ministère n'a pas jugé utile d'envoyer aux enseignants de ce pays, la version papier de ces nouveaux programmes. Les collègues ont eu le choix entre consulter ces programmes en ligne, ou bien les imprimer eux-mêmes, ce que nombre d'entre eux ont fait, et à leurs frais.
- Le Plan De Formation ne prévoit aucune formation sur les nouveaux programmes, sauf pour les Conseillers Pédagogiques. Les enseignants devront donc se débrouiller tout seuls.
- Tout seuls aussi pour la prise en main du nouveau livret électronique, véritable bombe à retardement ! En effet, quand la profession va se rendre compte de la somme de travail supplémentaire que va demander son appropriation et son utilisation, quelques dents vont grincer !
- Enfin l'application des directives de la circulaire "alerte inclusions". Que les enseignants abordent les questions de sécurité à travers des actions pédagogiques ne leur pose aucun problème, mais qu'une simulation attentat soit mise en place les interroge. Ils craignent en particulier le glissement d'une simple information à caractère rassurant vers une situation anxiogène. Et encore une fois les enseignants se retrouvent seuls pour mettre en place des actions nouvelles qui leurs posent des problèmes déontologiques et pratiques.

Et ce n'est pas le nouveau décret sur les obligations de service qui vont rassurer la profession, puisqu'il ne s'agit que d'un simple toilettage des 108 heures, qui ne répond pas à la revendication d'allègement de la charge de travail, et qui ne répond surtout pas à la reconnaissance de l'ensemble des missions des enseignants des écoles, ce que nous appelons à juste titre « le travail invisible ».

Nous vous disions l'an dernier, Monsieur l'Inspecteur d'Académie, qu'il était de notre devoir, en tant qu'organisation représentative des personnels, de vous alerter sur cette situation et nous vous demandions alors solennellement, de faire remonter en haut lieu ce constat de rentrée alarmant sur la situation des personnels. Nous vous informions des situations de stress, de l'épuisement, de la perte de l'estime de soi des personnels et nous confirmons ce jour, toutes ces constatations. Et si on regarde la situation des collègues les plus en difficulté, qui réussissaient tant bien que mal à continuer à assumer leur tâche en prenant des temps partiels, cette possibilité leur est refusée depuis deux ans, et ces refus risquent de se traduire par des catastrophes sanitaires et psychologiques. Quand on surajoute l'allongement de la durée de service lié à la réforme des retraites, on cumule tous les risques de se retrouver face à un véritable tsunami sanitaire des personnels de l'Education Nationale.

Les enseignants ont besoin, monsieur l'Inspecteur d'Académie de confiance, de temps, et de moyens. De confiance, il n'y a plus, si ce n'est en mots. Les collègues passent aujourd'hui, plus de temps à remplir des documents administratifs destinés à montrer à la hiérarchie qu'ils travaillent, à rédiger des projets divers et variés, à rédiger des comptes rendus à chaque réunion et à se réunir pour répondre aux demandes

institutionnelles, qu'à s'occuper de leurs élèves. L'Education Nationale est en train de se transformer en un immense système ultra bureaucraté, dont l'ex-URSS n'a même pas rêvé, bureaucratie qui remplace cette nécessaire confiance dans les agents, en un vaste système de surveillance et de contrôle. De temps, il n'y a pas, vous avez même refusé le peu que les organisations syndicales vous demandaient : quand on passe dans les écoles, les collègues se plaignent de cumuler des horaires invraisemblables depuis ce début d'année scolaire. Nous tenons à vous rappeler, que les professeurs des écoles ne bénéficient ni de RTT, ni de récupération et ne sont pas soumis aux astreintes les mercredis après-midi comme vos services semblent le penser. Quant aux moyens, nous vous rappelons à chaque réunion qu'ils sont insuffisants pour fonctionner correctement.

La vision entrepreneuriale de l'Ecole qu'il conviendrait de manager comme une usine de gâteaux pour chiens, n'est pas pour rien, Monsieur l'Inspecteur d'Académie, dans la dégradation des résultats en termes de réduction des inégalités sociales. L'optimisation des ressources humaines, les restructurations d'écoles, la notion de « performance scolaire », tout ce vocabulaire rabâché par des pseudo experts qui n'ont jamais mis un orteil dans une classe, est en train de transformer un lieu où l'humain était central, en un système où la « rentabilité » devient le cœur de cible. Au profit de qui ?